



**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DÉCISION DU PRÉSIDENT PRISE SUR DÉLÉGATION
DU COMITÉ SYNDICAL**



OBJET : Signature d'un avenant n°1 au marché n°21SM14-06 relatif à « Mise en accessibilité des arrêts de lignes régulières sur la commune de Auchel »

Le Président d'Artois Mobilités,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-10 ;

Vu les délibérations du Comité Syndical portant délégation de celui-ci au Président d'Artois Mobilités ;

Vu la délibération n°2021/77/CS relatif au marché n°21SM14 « Accord-cadre relatif à la réalisation d'aménagements urbains ou travaux de VRD conduits par Artois Mobilités sur son ressort territorial »

Vu l'accord cadre n°21SM14 – « Réalisation d'aménagements urbains ou de travaux VRD conduit par Artois Mobilités sur son ressort territorial »

Vu le marché 21SM14-06 relatif à la « Mise en accessibilité des arrêts de lignes régulières sur la commune de Auchel » ;

DÉCIDE

ARTICLE 1er : De signer l'avenant n°1 au marché 21SM14-06 relatif à la « Mise en accessibilité des arrêts de lignes régulières sur la commune de Auchel » avec la société STPS sise rue de la gare – Parc entreprise Brunehaut 62470 Calonne-Ricouart.

ARTICLE 2 : Précise que l'avenant a pour objet la prise en compte de modifications de prestations ainsi que l'ajout de prestations supplémentaires suite à la survenance d'éléments nouveaux dans l'exécution du marché. Le présent avenant engendre une plus-value de 13 363.60 € HT soit 16 756.32 € TTC. Le nouveau montant du marché s'élève à 283 336.24 € HT soit 340 003.49 € TTC. L'avenant engendre une augmentation de 4.95 % du montant initial du marché.

ARTICLE 3 : Précise que la dépense est inscrite au budget M43 de l'exercice considéré.

Publication le : **27/04/2023**

Pour extrait conforme
Lens, le 07/04/2023

Transmission au contrôle
de légalité le : **27/04/2023**

Pour le Président et par délégation
Alain DUBREUCQ

Certifié exécutoire le **27/04/2023**

3ème Vice- Président d'Artois Mobilités

Conformément aux articles R421-1 et suivants du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lille, ou d'un recours gracieux devant le président d'Artois Mobilités qui dispose alors de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision prise, qu'elle soit implicite ou expresse, peut être déférée devant le tribunal administratif de Lille pendant un délai de deux mois à compter de sa notification.

REÇU EN PREFECTURE

le 27/04/2023

Application agréée E-legalite.com

99_DE-062-256204165-20230407-2023_20_DP-